

Brochure n° 3159-1000

**Convention collective nationale**  
(Non étendue)

IDCC : 2493. – **COIFFURE**  
**ET PROFESSIONS**  
**CONNEXES**

**(1<sup>re</sup> édition en préparation)**

**AVENANT N° 3 DU 18 MARS 2005**

**RELATIF AU SOIN SANTÉ**

NOR : *ASET0550789M*

IDCC : 2493

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française et agissant tant en son nom propre qu'au nom de tous les syndicats patronaux nationaux, départementaux, régionaux ou locaux et organisations qui lui sont affiliés,

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

La fédération nationale de la coiffure Force ouvrière ;

La fédération commerces, services et forces de vente CSFV-CFTC ;

La fédération du commerce CGT,

D'autre part,

**PRÉAMBULE**

Le régime « soin santé » répond aux 3 objectifs suivants :

- la mutation des risques au niveau professionnel qui, d'une part, permet de pallier les difficultés rencontrées par certaines entreprises de la pro-

fession, généralement de petite taille, lors de la mise en place d'une protection sociale complémentaire, et, d'autre part, garantit l'accès aux garanties collectives, sans considération, notamment, d'âge ou d'état de santé ;

- la solidarité entre l'ensemble des entreprises et les salariés de la profession sous la forme, notamment, du développement au sein du régime d'un fonds d'action sociale ;
- la proximité par la gestion administrative du régime proche des salariés, grâce à l'intervention de mutuelles implantées régionalement.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Champ d'application*

Bénéficient du régime « soin santé », les salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la coiffure.

### **Article 2**

#### *Bénéficiaires du régime*

L'adhésion des entreprises de la coiffure au régime professionnel et l'affiliation des salariés ont un caractère obligatoire et résulte du présent avenant.

Les entreprises sont tenues de régulariser administrativement l'adhésion des salariés auprès de la mutuelle désignée correspondant à l'implantation de son siège social, mentionnée à l'article 16, par la signature d'un bulletin d'adhésion spécifique.

Les entreprises deviennent membres honoraires de la mutuelle et les personnes physiques visées au présent article deviennent membres participants. Leur représentation à l'assemblée générale de la mutuelle s'effectue conformément à l'article L. 114-6 du code de la mutualité.

Ce régime s'applique à l'ensemble des salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée (ainsi que les apprentis), affiliés en leur nom propre au régime général de sécurité sociale ou au régime local d'Alsace-Moselle de sécurité sociale.

En outre, le régime bénéficie aux personnes définies ci-après :

- le conjoint du salarié, à condition qu'il bénéficie des prestations en nature de la sécurité sociale au titre d'ayant droit du salarié ;
- les enfants du salarié à sa charge au sens de l'article L. 313-3 du code de la sécurité sociale, en qualité d'ayant droit du salarié ;
- toute personne vivant sous le même toit que le salarié et qui bénéficie des prestations en nature de la sécurité sociale au titre d'ayant droit du salarié.

La notion de conjoint vise les personnes civilement mariées, celles ayant contracté un pacte civil de solidarité ou encore celles vivant en concubinage au sens de l'article L. 515-8 du code civil.

### **Article 3**

#### *Gestion des assurés*

Sauf exception visée par la loi (art. 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989), le fait, pour un salarié de sortir du champ d'application du présent chapitre, met fin au droit aux garanties pour lui-même et ses ayants droit.

S'agissant de l'adhésion du conjoint cotisant à titre volontaire, ce dernier peut mettre fin isolément au bénéfice de la garantie à l'échéance annuelle et sous réserve d'un préavis de 2 mois, et ne peut plus, dans ce cas, bénéficier du contrat.

Les dispositions afférentes aux relations entre les adhérents à titre volontaire et la mutuelle sont régies par les dispositions du code de la mutualité relatives aux opérations individuelles et par ses statuts.

Tout changement affectant la situation de famille de l'assuré (mariage, décès, naissance, etc.) doit être porté, par l'assuré, à la connaissance de la mutuelle dans les 3 mois suivant l'événement (et 30 jours pour l'adoption ou la naissance d'un enfant).

## **Article 4**

### *Garanties*

Le régime garantit le remboursement des frais, énumérés dans les tableaux I et II figurants à l'annexe I<sup>er</sup> du présent chapitre, exposés, notamment, pour le traitement de la maladie ou de l'accident pour lesquels la date des soins se situe postérieurement à la date d'adhésion de l'entreprise ou du salarié et ayant entraîné le remboursement de la sécurité sociale (régime général de sécurité sociale ou régime local d'Alsace-Moselle).

Les frais médico-chirurgicaux mentionnés dans les tableaux sont ceux reconnus comme tels par le régime général de la sécurité sociale. Sont exclues les dépenses de santé non prises en charge par la sécurité sociale, à moins qu'elles ne soient expressément stipulées dans les tableaux de garanties I et II.

Les conjoints assurés sociaux qui ne sont pas à charge du salarié, au sens de l'article L. 313-3, 1<sup>o</sup> du code de la sécurité sociale, et qui souhaitent bénéficier du régime, relèveront de la garantie complémentaire santé afférente à leur régime obligatoire : c'est-à-dire du régime local Alsace-Moselle (tableau II) s'ils relèvent de ce régime ou du régime général (tableau I) dans tous les autres cas.

Le conjoint TNS peut bénéficier du régime dans les conditions de l'assuré salarié affilié au régime général de la sécurité sociale.

Lorsque 2 conjoints bénéficient du présent avenant, chacun peut prétendre pour lui-même, son conjoint et ses enfants à charge à un complément de remboursement dans la limite des frais réels engagés.

Il est par ailleurs précisé que les mutuelles pourront proposer des garanties facultatives supplémentaires dans les conditions prévues au contrat de garanties collectives ci-après annexé.

## **Article 5**

### *Règlement des prestations*

les mutuelles procèdent au versement des prestations au vu des décomptes originaux des prestations en nature, ou le plus souvent grâce à la télétransmission établie avec les caisses primaires d'assurance maladie, ou encore sur pièces justificatives des dépenses réelles.

Les prestations garanties sont versées, soit directement aux assurés, soit aux professionnels de santé par tiers payant.

## **Article 6**

### *Suspension de la garantie*

La garantie est suspendue de plein droit dès lors que le contrat de travail est lui-même suspendu pour une période supérieure à un mois et ce, dans les cas suivants :

- congé sabbatique visé à l'article L. 122-32-17 et suivants du code du travail ;
- congé pour création d'entreprise visé à l'article L. 122-32-12 et suivants du code du travail ;
- congé parental d'éducation visé à l'article L. 122-28-1 du code du travail.

Les frais médico-chirurgicaux dont la date des soins se situe durant cette période de suspension ne peuvent donner lieu à prise en charge au titre du présent accord.

La suspension intervient à la date de cessation de l'activité professionnelle et s'achève dès la reprise effective du travail par l'intéressé au sein de l'effectif assuré, dont l'employeur informe la mutuelle, dans les 3 mois suivant la reprise. A défaut d'information dans ce délai, la garantie est due par la mutuelle dans la mesure où l'affiliation, résultant du présent avenant, est de plein droit. En revanche, une action en paiement des cotisations sera menée par la mutuelle.

Les salariés visés par le présent article peuvent bénéficier du régime d'accueil.

## **Article 7**

### *Cotisations : assiette et taux*

Les cotisations sont exprimées en pourcentage du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS).

1. Pour les salariés des entreprises de coiffure (hors apprentis et contrats de professionnalisation).

La cotisation familiale annuelle, au sens de la sécurité sociale, est fixée à 1,38 % du PASS. Elle est répartie comme suit :

- employeur : 60 % ;
- salarié : 40 %.

2. Pour les conjoints d'un salarié bénéficiaire du régime au titre d'actif ou au titre du régime d'accueil, eux-mêmes assurés sociaux et n'apparaissant pas comme ayant droit (au regard de la sécurité sociale) du salarié, la cotisation annuelle (par personne) est fixée à 0,98 % du PASS.

3. Pour les salariés sous contrat d'apprentissage ou contrats de professionnalisation.

La cotisation familiale annuelle, au sens de la sécurité sociale, est fixée à 1 % du PASS. Elle est répartie comme suit :

- employeur : 60 % ;
- salarié : 40 %.

4. Pour les bénéficiaires du régime d'accueil.

a) Les anciens salariés du secteur de la coiffure licenciés et percevant des prestations ASSEDIC, les bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité dont le contrat de travail est rompu, ayant dans les 2 cas cotisé au titre d'actif, ainsi que les ayants droit des salariés décédés et les personnes dont le contrat de travail est suspendu, la cotisation annuelle familiale est fixée à 1,76 % du PASS ;

b) Pour les anciens salariés de la profession, soit retraités ou préretraités et leur conjoint, ayant cotisé soit à titre d'actif, soit au titre du régime d'accueil, la cotisation par adulte est fixée à 1,88 % du PASS. Leurs éventuels enfants à charge seront assurés sans contrepartie de cotisation.

## **Article 8**

### *Revalorisation de la cotisation*

Les taux de cotisations visées à l'article 7 seront maintenues jusqu'au 31 décembre 2005.

Au-delà de cette date et dans l'hypothèse où l'évolution de l'indice CMT (consommation médicale totale) ne serait pas comparable à l'évolution du PASS, le taux pourra être majoré dans la limite de 30 % de la valeur initiale de la cotisation, cette augmentation automatique étant alors établie proportionnellement au ratio CMT/PASS constaté sur l'exercice précédent.

En dehors du cas visé à l'alinéa précédent, toute modification du taux de cotisation proposée par les mutuelles devra faire l'objet d'une révision du présent avenant.

En application de l'article L. 221-6 du code de la mutualité, ces modifications feront l'objet d'une notice d'information établie par la mutuelle et remise par l'employeur aux salariés. Pour les adhésions volontaires, cette notice est remise directement par la mutuelle aux membres participants, en application des articles L. 221-4 et L. 221-5 du code de la mutualité.

## **Article 9**

### *Paiement de la cotisation*

Cotisations patronales et salariales :

Les cotisations sont, par principe, appelées à terme échu auprès de l'entreprise de coiffure ou de l'établissement par la mutuelle coassureur dont elle relève.

Cotisations du conjoint assuré social non ayant droit du salarié au sens de la sécurité sociale ou de d'adhérent au régime d'accueil :

Les cotisations sont prélevées mensuellement à terme d'avance sur le compte bancaire ou postal de l'assuré.

## **Article 10**

### *Non-paiement de la cotisation*

Non-paiement des cotisations patronales et salariales lorsque l'adhésion résulte, à titre obligatoire, du présent avenant :

En application de l'article L. 221-8 III du code de la mutualité, la mutuelle peut appliquer, à défaut du paiement de la cotisation dans les 10 jours de son échéance, les majorations de retard à la charge exclusive de l'employeur ou poursuivre en justice l'exécution du contrat afin d'obtenir, éventuellement, des dommages et intérêts.

En tout état de cause, les salariés de l'entreprise ou l'établissement considéré restent affiliés au régime et continuent à bénéficier des garanties, lesquelles sont financées par l'ensemble des entreprises cotisantes.

Non-paiement des cotisations du conjoint assuré social non ayant droit du salarié au sens de la sécurité sociale, ou de l'adhérent au régime d'accueil.

A défaut de paiement d'une cotisation ou fraction de cotisation due dans les 10 jours de son échéance, et indépendamment du droit pour la mutuelle ou l'union de poursuivre l'exécution de l'engagement contractuelle en justice, la garantie ne peut être suspendue que 30 jours après la mise en demeure du membre participant. Au cas où la cotisation annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie, intervenue en cas de non-paiement d'une des fractions de cotisation, produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée.

La mutuelle a le droit de résilier ses garanties 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours prévu à l'alinéa précédent.

Lors de la mise en demeure, le membre participant est informé qu'à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, le défaut de paiement de la cotisation est susceptible d'entraîner la résiliation des garanties.

## **Article 11**

### *Conditions du droit aux prestations*

Les demandes de prestations doivent être produites dans un délai maximum de 6 mois, courant à partir de la date du décompte de la sécurité sociale, date à laquelle le bénéficiaire peut prétendre aux prestations. Au-delà de ce délai, conformément à l'article L. 221-16 2° du code de la mutualité, la mutuelle peut réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé.

La mutuelle peut, à tout moment, faire procéder à la vérification sur place de l'exactitude des documents produits par l'entreprise, le salarié ou l'ayant droit affilié, tant à l'occasion de l'adhésion et du versement des cotisations qu'à celle de l'ouverture des droits à prestations.

En cas de fraude de l'affilié, la mutuelle peut décider de l'annulation des droits à prestations.

## **Article 12**

### *Prescription*

Toutes actions en réclamation des prestations auprès de l'organisme désigné se prescrivent par 2 ans.

## **Article 13**

### *Subrogation*

En application de l'article L. 224-9 du code de la mutualité, la mutuelle est subrogée, dans la limite des dépenses supportées, dans les droits et actions des membres participants, des bénéficiaires ou de leurs ayants droit contre les tiers responsables.

## **Article 14**

### *Couverture maladie universelle*

Les adhérents à la mutuelle au titre du présent avenant, susceptibles de bénéficier du panier de soins défini par la loi du 24 juillet 1999 portant création de la couverture maladie universelle (CMU), pourront demander à leur mutuelle le différentiel des prestations.

## **Article 15**

### *Fonds social et comité de gestion*

Il est instauré, au sein du présent régime, un fonds social alimenté en ressources par un prélèvement sur les excédents du régime selon un mécanisme prévu dans un protocole d'accord technique signé avec les organismes assureurs. Ce fonds social sera géré par le comité de gestion. Les prestations de ce fonds seront définies par le comité de gestion visé ci-dessous.

Les prestations du fonds social viseront à attribuer des secours et aides financières, sous conditions de ressources, et à favoriser la prévention et l'éducation à la santé, et plus généralement à favoriser le bien-être physique et moral des bénéficiaires du régime.

L'activité du présent régime est soumise au contrôle d'un organisme dénommé comité de gestion constitué entre les représentants des organisations de salariés et d'employeurs représentatives au niveau national et signataires du présent accord.

Ce comité recevra une indemnité de 1 % des cotisations pour couvrir ses frais de fonctionnement. La répartition de cette indemnité sera effectuée par parts égales entre les signataires du présent avenant.

## **Article 16**

### *Gestion du régime*

#### **1° Mutualisation et gestion**

Au regard des objectifs visés en préambule, les signataires de la présente convention ont décidé d'adhérer aux mutuelles visées à l'annexe II du présent avenant, elles-mêmes adhérentes à la FNMF, qui organiseront la mutualisation des risques à travers un traité de réassurance unique auprès de l'Union nationale mutualiste de réassurance de la mutualité française, les mutuelles assurant, en outre, la gestion administrative du régime.

Par conséquent, la mutualisation des risques souhaitée par les signataires du présent avenant s'effectue par le biais :

- d'une part, de l'adhésion obligatoire des entreprises de coiffure entrant dans le champ d'application de la convention collective auprès de la mutuelle désignée correspondant à l'implantation de leur siège social. Cette adhésion entraîne l'affiliation de la totalité de leurs salariés (régulièrement affiliés au régime général de sécurité sociale ou au régime local d'Alsace-Moselle de sécurité sociale) ;
- et, d'autre part, par la compensation des flux financiers organisée entre les coassureurs ; le régime faisant l'objet d'un compte de résultat global et d'une réassurance unique auprès de l'Union nationale mutualiste de réassurance de la mutualité française (UNMRMF).

## 2° Délégation de gestion

Par dérogation, l'entreprise peut affilier son personnel à une autre mutuelle, adhérente à la FNMF, à seule condition que celle-ci ait signé une convention de délégation de gestion avec une mutuelle désignée sur le département concerné – selon des conditions de contrôle et de validation des partenaires sociaux précisées dans le contrat de garanties collectives joint en annexe.

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, la périodicité du réexamen des conditions d'organisation de la mutualisation des risques interviendra au plus tard tous les 3 ans à compter de la date d'effet du présent avenant.

Les partenaires sociaux se réuniront dans les 6 mois précédents et, en tout état de cause, au moins 3 mois avant la date d'échéance pour apprécier les perspectives d'évolution du régime et vérifier que les objectifs professionnels et de mutualisation sont réalisés dans les meilleures conditions pour la profession par les mutuelles désignées.

Les entreprises qui ont adhéré, antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2000, date d'effet initiale du régime soins de santé, à un contrat auprès d'un organisme assureur différent que ceux définis au présent article, qui leur permet de garantir les mêmes risques à un niveau strictement supérieur à ceux définis au présent avenant, peuvent conserver leur adhésion.

Les relations entre la profession et les mutuelles sont précisées autant que de besoin dans un contrat de garanties collectives figurant en annexe III du présent avenant qui identifie un interlocuteur unique mandaté par l'ensemble des mutuelles désignées en annexe II.

### Article 17

#### *Prise d'effet, durée et dénonciation du régime*

Le présent régime faisant l'objet de l'avenant n° 3 de la convention collective nationale de la coiffure est conclu pour une durée indéterminée et a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Ce régime peut être modifié selon le dispositif prévu à l'article L. 132-7 du code du travail.

Sa dénonciation par l'une des parties est régie par l'article L. 132-8 du code du travail. La date d'effet de cette dénonciation est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant celle de sa signification qui, en tout état de cause, doit être effectuée, au plus tard, le 30 septembre de chaque année.

En cas de dénonciation, une négociation sera organisée, sans délai, afin de déterminer, le cas échéant, les nouvelles mesures de protection permettant de promouvoir la santé des salariés.

#### Chapitre I<sup>er</sup> à l'avenant n° 3 relatif au régime soin-santé

1. Couverture des frais médicaux et chirurgicaux pour les salariés et leurs ayants droit bénéficiant du régime général de la sécurité sociale (ou d'un régime obligatoire différent du régime local d'Alsace-Moselle).

2. Couverture des frais médicaux et chirurgicaux pour les salariés et leurs ayants droit bénéficiant du régime local d'Alsace-Moselle.

Les remboursements s'entendent dans la limite des frais réels.



Couverture des frais médicaux et chirurgicaux pour les salariés et leurs ayants droit bénéficiant du régime général de la sécurité sociale (ou d'un régime obligatoire différent du régime local d'Alsace-Moselle).

| NATURE DES ACTES  | NIVEAU DE COUVERTURE<br>complémentaire  | DANS LA LIMITE DE :  |
|---|---|--|
| Hospitalisation chirurgicale, médicale, services de moyen<br>séjour ou psychiatrie :<br>- honoraires .....<br>- frais de séjour .....<br>- forfait journalier ..... | 20 % TC<br>20 % TC<br>100 % frais réels | 100 % TM<br>100 % TM<br>10,67 € par jour (tarif au 1 <sup>er</sup> janvier 2000) et de 100 jours par<br>année civile dont 30 maximum en service de psychiatrie |
| Consultations, visites .....  | 30 % TC                                 | 100 % TM   |
| Actes de spécialité des médecins en K, KC, KE .....   | 30 % TC                                 | 100 % TM   |
| Analyses .....  | 40 % TC                                 | 100 % TM   |
| Radiologie .....  | 30 % TC                                 | 100 % TM   |
| Auxiliaires médicaux .....  | 40 % TC                                 | 100 % TM   |
| Prothèses non dentaires (audioprothèses, orthopédie, petit<br>appareillage...) et accessoires .....   | 35 % TC                                 | 100 % TM   |

| NATURE DES ACTES   | NIVEAU DE COUVERTURE<br>complémentaire                                 | DANS LA LIMITE DE :   |
|--|--|---|
| Pharmacie remboursable :<br>- vignette blanche .....<br>- vignette bleue .....   | 35 % TC<br>65 % TC   | 100 % TM<br>100 % TM  |
| Frais de transport .....   | 35 % TC  | 100 % TM  |
| Soins dentaires .....  | 30 % TC  | 100 % TM  |
| Prothèses dentaires acceptées SS .....   | 160 % TC   | 100 % TM + 130 % TC   |
| Orthodontie acceptée .....   | 91,47 € tous les 6 mois  |   |
| Optique, par année civile :<br>- verres (la paire) .....<br>- monture .....<br>- lentilles acceptées SS .....<br>- lentilles refusées SS ..... | 35 % TC + 91,47 €<br>35 % TC + 91,47 €<br>35 % TC + 91,47 €<br>91,47 € | 100 % TM + 91,47 € par année civile pour 2 verres<br>100 % TM et d'une prestation forfaitaire de 91,47 € par année civile<br>100 % TM dans la limite d'une prestation forfaitaire de 91,47 € par année civile |
| Prime de naissance ou d'adoption d'un enfant de moins de 12 ans .....  | 91,47 € par enfant<br>et par parent cotisant                           |   |
| Maternité : chambre particulière .....   | 100 % frais réels  | 22,87 € par jour et 12 jours  |

Couverture des frais médicaux et chirurgicaux pour les salariés et leurs ayants droit bénéficiant du régime local d'Alsace-Moselle.

| NATURE DES ACTES PRIS EN CHARGE  | REMBOURSEMENT<br>du régime local<br>Alsace-Moselle | NIVEAU DE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRE   |
|--|--|---|
| Hospitalisation chirurgicale, médicale, services de moyen séjour ou psychiatrie, maternité :<br>- honoraires .....<br>- frais de séjour .....<br>- chambre particulière .....<br>- forfait journalier .....<br>- frais d'accompagnement pour enfant de moins de 10 ans ..... | 100 % TC<br>100 % TC<br><br>100 % tarif            | + 100 % TC<br>+ 100 % TC<br><br>100 % frais réels, dans la limite de 60 jours par année civile en services de moyen séjour ou psychiatrie<br>100 % frais réels dans la limite de 1,5 % du PMSS par jour |
| Consultations, visites .....   | 90 % TC  | 100 % TM + 100 % TC   |
| Actes de spécialité des médecins en K, KC, KE .....  | 90 % TC  | 100 % TM + 100 % TC   |
| Analyses .....   | 90 % TC  | 100 % du TM + 50 % TC   |
| Radiologie .....   | 90 % TC  | 100 % du TM + 50 % TC   |
| Auxiliaires médicaux .....   | 90 % TC  | 100 % du TM + 50 % TC   |
| Prothèses non dentaires (audioprothèses, orthopédie, petit appareillage...) et accessoires .....   | 90 % TC  | 100 % du TM + 100 % TC  |

| NATURE DES ACTES PRIS EN CHARGE                                       | REMBOURSEMENT<br>du régime local<br>Alsace-Moselle | NIVEAU DE COUVERTURE COMPLÉMENTAIRE   |
|---|--|---|
| Pharmacie remboursable .....  | 90 % TC  | 100 % du TM   |
| Transport .....   | 90 % TC  | 100 % du TM   |
| Soins dentaires .....   | 90 % TC  | 100 % du TM + 250 % TC  |
| Prothèses dentaires acceptées SS .....                                | 90 % TC  | 100 % du TM + 250 % TC  |
| Prothèses dentaires refusées SS .....                                 | Néant  | 250 % TC théorique  |
| Orthodontie acceptée .....  | 100 % TC   | 200 % TC  |
| Optique, par an :<br>- monture et verres .....                        | 90 % TC  | 100 % TM + 10 % PMSS dans la limite d'une prestation forfaitaire (hors TM) de 9 % PMSS par année civile |
| - lentilles acceptées SS .....  | 90 % TC  | 100 % TM + 8 % du PMSS dans la limite d'une prestation forfaitaire de 8 % PMSS par année civile         |
| - lentilles refusées .....  | Néant  | 8 % PMSS dans la limite d'une prestation forfaitaire de 8 % PMSS par année civile                       |
| Prime de naissance ou d'adoption d'un enfant de moins de 12 ans ..... | Néant  | 10 % du PMSS par enfant et par parent cotisant  |

Chapitre II à l'avenant n° 3 relatif au régime soin-santé

**Liste des mutuelles gestionnaires et coassureurs désignés**

| NOM                        | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE   | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|----------------------------|-----------------------|---|----|------------------------------|
| Mutuelle de l'Ain - ADREA  | 01M00562-7            | 58, rue Bourmayer, 01017 Bourg-en-Bresse          | 01 | Ain                          |
| Mutuelle CCM - ADREA       | 38M01179-1            | 226, cours de la Libération, 38069 Grenoble Cedex | 38 | Isère                        |
| Mutuelle savoyarde - ADREA | 73M000358-9           | 2, rue Claude-Martin, 73021 Chambéry Cedex        | 73 | Savoie                       |
|                            |                       |   | 74 | Haute-Savoie                 |
| LMB                        | 03M00175-4            | 11, rue Marcellin-Desboutin, 03012 Moulins Cedex  | 03 | Allier                       |
| Mutalpes                   | 04M00137-2            | 36, avenue du Maréchal-Foch, 06005 Nice Cedex 1   | 04 | Alpes-de-Hautes-Provence     |
|                            |                       |   | 05 | Hautes-Alpes                 |
|                            |                       |   | 06 | Alpes-Maritimes              |
| Mutuelle ARPICA            | 07M00095-5            | 13, cours du Palais, BP 228, 07002 Privas Cedex   | 07 | Ardèche                      |
|                            |                       |   |    |                              |

| NOM                             | NUMÉRO préfectoral | ADRESSE  | N° | DÉPARTEMENT de compétence |
|---------------------------------|--------------------|--|----|---------------------------|
| Mutuelles de l'Aude - Via Santé | 11M00473-6         | 65, rue Antoine-Marty,<br>11885 Carcassonne Cedex 9                | 11 | Aude                      |
| La Roussillonnaise - Via Santé  | 66M00412-8         | 1, avenue Carsalade-Dupont, BP 449, 66865 Perpignan Cedex          | 66 | Pyrénées-Orientales       |
| UMTNS - Mutuelle Action         | 16M00439-6         | 1, boulevard Liédot, 16014 Angoulême Cedex                         | 16 | Charente                  |
|                                 |                    |  | 17 | Charente-Maritime         |
| CPSAC - Mutuelle Action         | 22M00105-1         | 3, boulevard Waldeck-Rousseau, BP 2151, 22021 Saint-Brieuc Cedex 1 | 22 | Côtes-d'Armor             |
| Périgord Mutualité              | 24M00227-9         | 29, place Francheville, 24000 Périgueux                            | 24 | Dordogne                  |
| Oréade                          | 47M00334-8         | 15, quai du Docteur-Calabet, 47910 Agen Cedex 19                   | 47 | Lot-et-Garonne            |
| Mutuelle de la Drôme            | 26M00487-4         | 5, rue de la Belle-Image, BP 1026, 26028 Valence Cedex             | 26 | Drôme                     |
| Mutuelle Action Quimper         | 29M00212-0         | 1, rue de Belle-Ile-en-Mer, 29193 Quimper Cedex                    | 29 | Finistère                 |
| Mutualité gardoise              | 30M00515-4         | 6, boulevard Sergent-Triaire, 30018 Nîmes Cedex                    | 30 | Gard                      |

| NOM                | NUMÉRO préfectoral | ADRESSE   | N° | DÉPARTEMENT de compétence |
|--------------------|--------------------|---|----|---------------------------|
| Mutuelle Santé Vie | 81M00232-9         | 202, avenue de Pélistier, 81018 Albi                      | 09 | Ariège                    |
|                    |                    |   | 12 | Aveyron                   |
|                    |                    |   | 31 | Haute-Garonne             |
|                    |                    |   | 32 | Gers                      |
|                    |                    |   | 46 | Lot                       |
|                    |                    |   | 48 | Lozère                    |
|                    |                    |   | 81 | Tarn                      |
| Mutuelle Ociane    | 33M01428-3         | 8, terrasse du Front-du-Médoc, 33054 Bordeaux Cedex       | 82 | Tarn-et-Garonne           |
|                    |                    |   | 33 | Gironde                   |
|                    |                    |   | 64 | Pyrénées-Atlantique       |
| Force Sud          | 34M00836-6         | 21, place Saint-Aphrodise, CS N° 609, 34535 Béziers Cedex | 34 | Hérault                   |

| NOM  | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE  | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|--|-----------------------|--|----|------------------------------|
| Mutuelle Action SMPIV                        | 35M00308-3            | Cours des Alliés, 35029 Rennes Cedex                     | 35 | Ile-et-Vilaine               |
| Mutuelle des Landes                          | 40M00461-0            | 1, allée Brouchet, 40017 Mont-de-Marsan Cedex            | 40 | Landes                       |
| MGTI Mutuelle Action                         | 42M00967-2            | 19, place Jean-Jaurès, 42000 Saint-Etienne               | 42 | Loire                        |
| Mutuelles AMI                                | 42M00998-7            | 72, rue du 11-Novembre, 42030 Saint-Etienne Cedex 2      | 43 | Haute-Loire                  |
|  |                       |  | 69 | Rhône                        |
| Mutuelles de Loire-Atlantique                | 44M00698-9            | 29, quai François-Mitterrand, 44096 Nantes Cedex 01      | 44 | Loire-Atlantique             |
| Mutuelle du Loiret - SPERIA SVF              | 45M00431              | 16, rue des Grands-Champs, 45025 Orléans Cedex 1         | 45 | Loiret                       |
| Mutuelle d'Eure-et-Loir, SPERIA SVF          | 28M000212-0           | 6, rue de Saint-Georges-sur-Eure, BP 109, 28000 Chartres | 28 | Eure-et-Loir                 |
| Mutuelle familiale de la Nièvre - SPERIA SVF | 58M00162              | Rue Creuse, 58014 Nevers Cedex                           | 58 | Nièvre                       |
|  |                       |  |    |                              |



| NOM                      | NUMÉRO<br>préfectoral  | ADRESSE   | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|--------------------------|------------------------|---|----|------------------------------|
| Harmonie Mutualité       | En cours d'attribution | 28, rue de Rennes, BP 21, 49010 Angers Cedex 01               | 18 | Cher                         |
|                          |                        |   | 37 | Indre-et-Loire               |
|                          |                        |   | 41 | Loir-et-Cher                 |
|                          |                        |   | 49 | Maine-et-Loire               |
|                          |                        |   | 85 | Vendée                       |
|                          |                        |   | 86 | Vienne                       |
| Mutuelle Action Morbihan | 66M00136-4             | 12, boulevard de la Résistance, BP 325, 56018 Vannes<br>Cedex | 56 | Morbihan                     |
| Chorais                  | 59M01781-0             | Rue des Canonniers, BP 299, 59306 Valenciennes Cedex          | 59 | Nord                         |
| Mutuelle Action SIMSA    | 60M00575-5             | 106, rue Faidherbe, 60184 Nogent-sur-Oise                     | 60 | Oise                         |
|                          |                        |   | 02 | Aisne                        |
|                          |                        |   | 80 | Somme                        |

| NOM               | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE                                      | N°       | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|-------------------|-----------------------|--|----------|------------------------------|
| Prevea            | 62M01458-9            | 2, rue de l'Origan, 62036 Arras Cedex        | 62       | Pas-de-Calais                |
| Mutuelle de l'Est | 67M00123-9            | 11, boulevard Wilson, 67082 Strasbourg Cedex | 67       | Bas-Rhin                     |
|                   |                       |  | 57       | Moselle                      |
| MCA               | 68M00128-6            | 6, route de Rouffach, 68027 Colmar           | 68       | Haut-Rhin                    |
|                   |                       |  | 57       | Moselle                      |
| MNM               | 75M04724-3            | 88, rue de la Roquette, 75540 Paris Cedex 11 | 2A<br>2B | Corse-du-Sud<br>Haute-Corse  |
|                   |                       |  | 08       | Ardennes                     |
|                   |                       |  | 10       | Aube                         |
|                   |                       |  | 13       | Bouches-du-Rhône             |
|                   |                       |  | 15       | Cantal                       |
|                   |                       |  |          |                              |

| NOM | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|-----|-----------------------|---------|----|------------------------------|
|     |                       |         | 19 | Corrèze                      |
|     |                       |         | 21 | Côte-d'Or                    |
|     |                       |         | 23 | Creuse                       |
|     |                       |         | 25 | Doubs                        |
|     |                       |         | 27 | Eure                         |
|     |                       |         | 36 | Indre                        |
|     |                       |         | 39 | Jura                         |
|     |                       |         | 51 | Marne                        |
|     |                       |         | 52 | Haute-Marne                  |
|     |                       |         | 53 | Mayenne                      |
|     |                       |         | 54 | Meurthe-et-Moselle           |

| NOM | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|-----|-----------------------|---------|----|------------------------------|
|     |                       |         | 55 | Meuse                        |
|     |                       |         | 63 | Puy-de-Dôme                  |
|     |                       |         | 65 | Hautes-Pyrénées              |
|     |                       |         | 70 | Haute-Saône                  |
|     |                       |         | 71 | Saône-et-Loire               |
|     |                       |         | 72 | Sarthe                       |
|     |                       |         | 79 | Deux-Sèvres                  |
|     |                       |         | 83 | Var                          |
|     |                       |         | 84 | Vaucluse                     |
|     |                       |         | 87 | Haute-Vienne                 |
|     |                       |         | 88 | Vosges                       |
|     |                       |         | 90 | Territoire de Belfort        |

| NOM     | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE  | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|---------|-----------------------|--|----|------------------------------|
| SMI     | 75M03219              | 2, rue de Laborde, 75374 Paris Cedex 08            | 75 | Ville de Paris               |
|         |                       |  | 77 | Seine-et-Marne               |
|         |                       |  | 78 | Yvelines                     |
|         |                       |  | 91 | Essonne                      |
|         |                       |  | 92 | Hauts-de-Seine               |
|         |                       |  | 93 | Seine-Saint-Denis            |
|         |                       |  | 94 | Val-de-Marne                 |
| Imadies | 76M00835-9            | 174, boulevard de Strasbourg, 76098 Le Havre Cedex | 95 | Val-d'Oise                   |
|         |                       |  | 14 | Calvados                     |
|         |                       |  | 50 | Manche                       |
|         |                       |  |    |                              |

| NOM  | NUMÉRO<br>préfectoral | ADRESSE   | N° | DÉPARTEMENT<br>de compétence |
|------|-----------------------|---|----|------------------------------|
| CCMY |                       |   | 61 | Orne                         |
|      |                       |   | 76 | Seine-Maritime               |
|      | 89M00294-2            | 3, avenue de la Fontaine-Sainte-Marguerite, 89000 Auxerre | 89 | Yonne                        |

Fait à Paris, le 18 mars 2005.

(Suivent les signatures.)